



## Flashs et communiqués du site de la Cgt

### Défense des retraites



### Dépenses publiques

**Pour les salariés, pas de bouclier,  
mais réduction des budgets !**

### Du rabot à la hache !

Contrairement aux prévisions optimistes du gouvernement, la situation économique ne s'améliore pas. La politique suivie qui relève notamment de choix fiscaux partisans en aggrave les conséquences sociales, le chômage augmente, les conditions d'emploi se dégradent, les services publics sont affaiblis, Pôle Emploi annonce la suppression de 1 000 CDD embauchés en 2010 pour faire face à la montée du chômage.

Comme nous le redoutions, ce n'est pas à coups de rabot, mais à coups de hache, que le gouvernement taille dans les budgets utiles au développement économique, à l'emploi et à la formation professionnelle.

Pour les salariés, pas de bouclier, mais réduction des budgets !

Dernier épisode en date, le gouvernement annonce qu'il va procéder à une ponction importante sur les ressources mutualisées de la formation professionnelle, privant ainsi les salariés et les entreprises d'une part de leur investissement formation dans une période où les besoins de formation garants de l'avenir n'ont jamais été aussi grands.

Cette ponction est non seulement illégale car contraire aux dispositions explicites de la loi du 24 novembre 2009 de l'Accord National Interprofessionnel (ANI), mais elle va également à l'encontre des objectifs de la réforme de 2009 puisqu'elle va se traduire par moins de formation pour les salariés et les demandeurs d'emploi. Elle porte, de plus, le risque d'une grave déstabilisation de la gestion paritaire des fonds de la formation professionnelle.

Cette annonce inacceptable sur le fond, relève d'un autoritarisme inacceptable. Le secrétaire d'Etat à l'emploi et le ministre du budget, par leur absence à la réunion du 16 juillet, ne font que confirmer le mépris dans lequel ils tiennent les représentants des salariés.

A la place qui est la nôtre, organisations syndicales de salariés en charge, dans le cadre du paritarisme, de l'orientation et de la gestion mutualisée d'une partie des fonds de la formation, nous élevons la plus vive protestation contre ces méthodes inacceptables et nous nous opposerons unanimement à cette décision si elle se confirme.

Des solutions rapides existent : la suppression des exonérations concernant les heures supplémentaires, ainsi que les charges patronales, dont l'efficacité est loin d'être avérée, apporterait un supplément financier non négligeable, qui permettrait la mise en place d'une politique de plein emploi et de justice sociale et fiscale.

D'ores et déjà, la CGT appelle l'ensemble des salariés, les demandeurs d'emploi à participer massivement à la manifestation du 7 septembre 2010, afin d'obliger le gouvernement à mettre en place des mesures justes et revenir sur son plan de rigueur.

Montreuil, le 16 juillet 2010